

d'enchères (Foreign Exchange Auctions) afin de renforcer ses réserves. Les réserves internationales brutes du pays ont ainsi augmenté de +13 % en glissement annuel pour atteindre 878 M USD fin 2025, soit l'équivalent de 4,4 mois d'importations. Les réserves internationales nettes se sont établies à 728 M USD, dépassant l'objectif fixé (670,9 M USD), traduisant une amélioration de la position extérieure du pays.

TANZANIE

La prédominance du secteur minier dans les IDE se confirme

Publié le 13 avril 2026 par la Banque centrale (Bank of Tanzania), le *Tanzania Investment Report 2025* dresse le bilan des investissements directs étrangers (IDE) pour l'exercice 2024. Le stock total d'IDE a progressé de +12 % pour atteindre 24,75 Md USD, tandis que les flux entrants d'IDE se sont établis à 1,66 Md USD, en légère hausse de +0,4 % par rapport à 2023. Les principaux pays investisseurs en 2025 en flux étaient le Royaume-Uni (499,8 M USD), l'Afrique du Sud (247,4 M USD), les Émirats arabes unis (167,5 M USD) et la Chine (128,6 M USD), la France se plaçant à (24,2 M USD). Le secteur minier et extractif demeure de loin le premier récipiendaire des IDE, avec un stock de 9,79 Md USD représentant 45,2% du stock total. L'industrie (3,34 Md USD) et la finance-assurance (2,53 Md USD) constituent les deuxième et troisième secteurs concentrant les IDE. Des signaux de diversification apparaissent néanmoins : les flux vers l'agriculture ont plus que doublé à 130,4 M USD, et ceux vers la finance-assurance ont progressé de +50 % à 401,3 M USD.

Pivot du secteur gazier, Orca Energy Group cède ses parts et met fin à ses activités

Dans un communiqué de presse publié le 13 avril 2026, Orca Energy Group, qui opère le champ gazier Songo Songo depuis une vingtaine d'années, a annoncé céder toutes ses activités en Tanzanie. Taifa Gas Tanzania Limited, société appartenant au milliardaire tanzanien Rostam Aziz, devrait acquérir

49 % des parts, le contrôle majoritaire (51 %) revenant à Amber Energy Investment, basée à Dubaï. Le retrait d'Orca marque le point final d'années de litiges entre le groupe et le gouvernement tanzanien. L'entreprise motive sa décision par l'importance des risques opérationnels perçus, le poids des différends en cours avec les autorités locales ainsi que par les incertitudes pesant sur l'extension de la licence de développement du site et sur l'accord de production partagée.